



CTL du 20 juillet 2017 Déclaration des élus CGT

Alors que la France serait pratiquement ruinée, la DDFIP du Var va dégager les fonds nécessaires à la casse du service public de l'enregistrement en plein mois de juillet.

On nous a vanté, il y a peu, la force des urnes pour justifier de la démocratie dans notre pays. Pourtant la force qui s'est exprimée lors des séquences électorales était claire : rejet massif des partis qui ont conduit les politiques de destruction des Services Publics, élection ultra minoritaire de ce qui est devenu la majorité parlementaire.

Ce rejet aurait pu conduire à reconsidérer les actions à mener. La crise politique de défiance des citoyens à l'égard des institutions de moins en moins démocratiques à atteint un niveau sans précédent.

Pourtant, on apprend ce mercredi 28 juin que, pour éponger un dérapage de 8 milliards du déficit budgétaire, le Ministre des Comptes Publics décide de geler le point d'indice des fonctionnaires. Les Ministères sont mis à contribution immédiatement. BERCY doit trouver 268 millions d'ici la fin de l'année. Gérard DARMANIN rétabli le jour de carence. Il annonce ce lundi 17 juillet, 13 Milliards d'économie pour les collectivités locales qui assurent pourtant nombres de Services de proximité.

Rappelons aussi que MACRON & Co ont prévu de supprimer 120 000 fonctionnaires et d'économiser 60 milliards de dépenses sur le dos des administrations.

La descente aux enfers continue pour le service public alors que toute une série de mesures se préparent au profit du MEDEF et du grand Capital.

En effet, alors qu'on nous bassine avec un déficit abyssal, les premières mesures de MACRON visent à baisser l'ISF et à augmenter les cadeaux au Patronat en pérennisant le CICE sous forme de baisses de charges. Rassurons-nous, ce sont les retraités privilégiés qui vont en partie compenser, avec 1,7% de hausse de CSG un riche pensionné à 1 300€ net par mois paiera 265€ de plus.

Tout comme le DDFIP du Var qui n'entend pas ses agents, le Président MACRON entend gouverner par la force faisant fi de la démocratie sociale.

Dans ce contexte, en réponse à des liminaires lues en CAPL, la Direction dit ne pas partager notre pessimisme et affirme avoir une vision plus optimiste. C'est soit un déni de réalité, soit nous prendre pour des imbéciles. Même un général de la grande muette a plus de courage en osant défendre les siens. C'est loin d'être le cas de nos Directions.

Nous réaffirmons que plus que jamais, il faut arrêter les suppressions d'emplois aux Finances Publiques et embaucher des agents afin de faire rentrer les 80 milliards de fraude fiscale. Il faut arrêter les fermetures et fusions de services, contrairement à ce que vous imposez chaque année. Nous sommes contre la fusion des SIE de Draguignan, contre les fermetures des trésoreries de Cotignac-Carcès et de Lorgues.

Aux coups de force, nous allons donc opposer la force. La CGT ne peut participer à votre jeu de massacre et nous préparons d'ores et déjà une journée d'action et de grève le 12 septembre contre la politique du « roi » MACRON.

Les citoyens ont jeté aux orties les tenants de plus de 20 ans de politique libérale, mais on voit bien qu'avec MACRON et son gouvernement, on continue comme avant en pire. Au niveau local vous continuez aussi.

La CGT des Finances Publiques Var appelle l'ensemble des agents à préparer une riposte unitaire afin de changer réellement les choses.

Dès le **12 septembre** avec les salariés du public comme du privé, nous serons dans l'action pour nous défendre !

Nous ne siégerons pas ce 20 juillet 2017.